

La guerre du Golfe, ouverte par l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990, aura posé des questions fondamentales sur le comportement, le rôle, la puissance de tous les acteurs qui y ont pris part, ainsi que sur les traits du système international en mutation. Révélateur de cette mutation, la guerre a suscité des espoirs réels sur l'émergence d'un « Nouvel ordre mondial » ; accélérateur de cette mutation, elle a grandement affecté le réordonnement des forces sur la scène régionale et internationale ; se révélant aussi, mais ce n'était guère une nouveauté, un dangereux prédateur, alors même que les appels à l'aide financière se multiplient à travers le monde.

D'un côté, l'Irak a occupé le Koweït, son petit voisin. Les motivations irakiennes ont pu être renforcées par l'idéologie nationaliste arabe (une sorte de religion d'État pour le Parti baas au pouvoir à Bagdad depuis 1968) ou par la popularité de la revendication irakienne sur le Koweït, antérieure à l'arrivée du Baas au pouvoir. Elles ont pu l'être aussi par la sous-estimation saddamienne de la probabilité d'une riposte américaine ferme, de l'acceptation éventuelle par l'Arabie saoudite de troupes occidentales sur son territoire, et du soutien soviétique à la coalition qui allait se former.

Mais l'agression irakienne a sans doute moins résulté de ces perceptions et de ces calculs que de l'état réel du pouvoir à Bagdad. Mû par une « raison de régime » plutôt que par la raison d'État, Saddam Hussein a d'abord cherché dans cette aventure de quoi renforcer son pouvoir en Irak même. Plus pressant que tous les autres, le besoin irakien en argent frais a probablement été le principal moteur de l'invasion. De sa guerre avec l'Iran (1980-1988), l'Irak était sorti financièrement exsangue, obligé de rééchelonner près de 80 milliards de dollars de dettes qu'il n'arrivait pas à rembourser, et qui lui interdisaient de poursuivre son programme militaire et industriel et handicapaient son économie. Il aurait fallu faire des choix entre le beurre, les canons, le service de la dette extérieure et l'exercice exclusiviste du pouvoir, et, au moins, mettre fin à un populisme bourgeois qui craint la réaction d'une population à qui on demanderait de nouveaux efforts, à qui on imposerait autoritairement de nouvelles privations. Faute de choix entre ces contraintes contradictoires, la prise du Koweït aurait dû assurer une manne compensatrice que le régime irakien ne pouvait pas, avec ses 12 ou 13 milliards de dollars de recettes pétrolières annuelles, trouver chez lui [voir article p. 20].

Mutuelles erreurs d'appréciation

Si cette motivation financière, (exacerbée par le refus koweïtien d'investir en Irak, de lui offrir de nouveaux prêts, et même d'annuler sa dette antérieure) a joué un rôle aussi déterminant, plusieurs conclusions s'imposent. D'abord, que les revendications territoriales irakiennes sur les deux îles de Warba et de Boubiyan et sur une partie des gisements de Roumaylah qui chevauchent la frontière commune, autant que les accusations (justifiées) portées par l'Irak contre le Koweït en matière de surproduction pétrolière (avec effets négatifs sur les marchés mondiaux), ont été plutôt des prétextes que des causes immédiates de l'invasion ; l'annexion du Koweït aurait été moins un objectif en soi qu'un pis-aller. L'opération a d'abord été un racket violent qui a mal tourné.

La coalition a donné de l'espoir aux opposants irakiens, les encourageant à se soulever dès l'annonce du cessez-le-feu (3 mars 1991). Il en est résulté une guerre civile violente de plus de six semaines, où les populations chiites du Sud ont été sévèrement réprimées, avec un nombre de victimes civiles peut-être supérieur à celui occasionné par la guerre proprement dite. Au nord, le Kurdistan n'a été autonome que pour quelques jours, l'armée régulière reprenant rapidement le dessus et suscitant une fuite en masse d'une partie des populations kurdes, suivie, du fait d'une pression franco-britannique sur Washington, d'une nouvelle intervention occidentale dans le nord de l'Irak [voir article p. 498]. Les semaines qui ont suivi la guerre ont cependant été marquées par des réactions occidentales hésitantes, voire contradictoires. L'activisme au profit des Kurdes semblait compenser une culpabilité réelle à l'égard d'une opposition qui avait été invitée à agir et qui a vite été abandonnée à son sort. Les Américains, en particulier, ont longtemps attendu l'émergence d'un général putschiste, alors que les différentes composantes du régime se ralliaient à leur chef contre une insurrection sudiste (réputée, à tort ou à raison, pro-iraniennne) ou contre l'autonomisme kurde. A aucun moment durant cette crise, et en dépit des efforts conjugués des pays voisins hostiles à Saddam, l'opposition irakienne n'a paru unie ou crédible.

Face à l'Irak, les États-Unis ont joué le rôle de maître d'œuvre et de principal opérateur. Si le Royaume-Uni a tôt prôché la fermeté, si la France a parlé de « logique de guerre », si l'URSS a apporté son soutien et si l'ONU a légitimé le recours à la force [voir article p. 40], rien n'aurait pu vraiment se faire sans l'engagement instinctif, massif, déterminé, de la Maison-Blanche. Des considérations diverses ont joué là aussi, liées au pétrole, à la défense d'Israël, au rétablissement de l'autorité américaine sur les alliés par le biais d'une expédition punitive contre un État rebelle, à la détermination personnelle de Bush d'effacer le profil de *wimp* (faible) qui lui collait à la peau et d'éliminer le syndrome du Vietnam qui collait à celle de son pays [voir article p. 56].

L'Amérique en tête

L'usage de la force dans la poursuite des objectifs de politique étrangère n'était guère nouveau pour les États-Unis ; mais le Moyen-Orient, au vu de sa complexité, de sa proximité avec l'URSS et de la disponibilité d'alliés locaux puissants (Israël notamment), n'était pas un terrain favori pour les démonstrations de force américaines, contrairement à l'Amérique centrale ou à l'Asie du Sud-Est. Pourtant, la force militaire américaine a été utilisée contre la Syrie en 1983, contre la Libye en 1986, contre l'Iran en 1988 et, dans une forme autrement spectaculaire, contre l'Irak en 1991. Il y a là ce qu'il faut bien considérer comme une configuration nouvelle rendue possible par l'affaiblissement notoire des positions soviétiques.

Notable, à côté plutôt qu'en face des États-Unis, fut l'attitude soviétique. Au niveau global, Moscou a cherché à limiter les dégâts sans jamais aller jusqu'à remettre en cause la décision américaine d'utiliser la force. Pour l'URSS, il eut sans doute mieux valu que le déploiement américain ne se fasse pas et que la guerre n'ait pas lieu, mais Moscou n'était guère prête à mettre en péril sa nouvelle relation avec l'Occident pour éviter cette issue. Les contacts avec Bagdad ont été du coup bien marginaux sur l'évolution du drame. L'influence soviétique sur Bagdad avait d'ailleurs été bien limitée avant la crise ; elle ne s'est pas interrompue, ni améliorée. Moscou est cependant sortie de la crise avec une image ambiguë : celle d'une puissance qui n'est plus intéressée par la bipolarité belliqueuse par États tiers interposés et qui, partant, est disposée à jouer la règle de la légalité internationale, mais aussi celle d'une puissance qui n'a plus les moyens de peser d'une manière significative sur une crise de cette ampleur. Des avantages connexes ont été néanmoins glanés, notamment dans les relations diplomatiques et financières avec l'Arabie saoudite. L'Europe est allée au Golfe en rangs dispersés ; la traduction de sa participation partielle en avantages commerciaux s'est révélée décevante ; mais la crise a permis aux Européens de se déterminer clairement, et différemment, face à l'Amérique, au Sud, et à leurs opinions internes.

Réalignements régionaux

La guerre a peu affecté le jeu proprement régional. Le conflit israélo-arabe n'a pas connu de grandes évolutions durant la guerre ou dans les mois qui l'ont suivie, et ce en dépit des appels irakiens, de l'embaras d'Israël face à des attaques irakiennes par missiles auxquelles il ne pouvait pas répondre directement de peur d'aliéner les pays arabes membres de la coalition. La crise close,

le secrétaire d'État américain James Baker a tenté de relancer son plan de 1991, autour du concept de conférence régionale de paix. Mais les pressions américaines sur Israël se sont fait attendre, et le dialogue entre les États-Unis et l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) avait été interrompu par Washington au printemps 1990, avant que cette crise n'éclate. A plus long terme cependant, l'intervention militaire américaine massive a été de nature à dévaluer la place d'Israël comme « atout stratégique » des États-Unis dans la région : Washington se trouvant amené à défendre ses intérêts moyen-orientaux par ses propres moyens, la « couverture » politique d'alliés arabes devient bien plus précieuse que l'adjonction de la petite force israélienne au dispositif militaire des Américains.

Le jeu inter-arabe, lui aussi, n'a été affecté qu'en surface. Le monde arabe n'était pas très uni à la veille de l'invasion irakienne. Certaines tensions sous-jacentes, entre la Jordanie et les pays du Golfe, entre Saoudiens et Yéménites, se sont aggravées ou sont devenues publiques. Quant à la Syrie, son opposition à l'Irak n'a rien eu de nouveau ; la crise l'a simplement obligée à assumer ouvertement sa relation ancienne avec les Saoudiens tout en lui permettant d'asseoir encore plus lourdement son influence sur le Liban, un objectif recherché depuis 1976 au moins, et largement entamé avant le 2 août 1990. La Ligue des États arabes, pour sa part, dont le rôle dans cette crise a été marginal, était déjà paralysée dans les faits depuis plusieurs années, le retour de l'Égypte dans « la famille arabe » (elle en avait été exclue après les accords de Camp David en 1979) a certes été accéléré par cette crise, mais il était déjà acquis au sommet arabe de Casablanca, en mai 1989.

Des évolutions ont cependant eu lieu en profondeur : dans les tentatives maladroites et éphémères des pays du Golfe pour réduire la distance qui les sépare du reste du monde arabe, dans l'habileté de l'Égypte à traduire

son alignement politique sur la coalition en avantages financiers substantiels, dans la « désarabisation » de la main-d'œuvre immigrée dans le Golfe et dans le réveil du nationalisme arabe au Maghreb. Plus intéressant encore a été l'embarras des mouvements islamistes dans toute la région, tant leurs chefs avaient été liés aux Saoudiens, alors que la base se révélait très sensible aux thèses, notamment anti-américaines, de Saddam Hussein. La crise a révélé au grand jour ce que certains suspectaient, à savoir que la fièvre islamiste en cours était essentiellement un réveil nationaliste usant d'un discours religieux et, partant, que ces mouvements pouvaient trouver des qualités à un laïcisme sans aucun crédit religieux comme Saddam Hussein si celui-ci prenait le risque de défier l'Occident [voir article p. 494].

La crise a aussi révélé que le lien entre démocratie et nationalisme se posait en des termes complexes. On avait tendance à considérer les revendications nationalistes arabes comme des instruments de légitimation politique aux mains de pouvoirs autoritaires et on assumait, partant, que l'ouverture démocratique était de nature à modérer ces revendications.

Or là où le multipartisme était plus ou moins bien établi à la veille de la crise (en Jordanie, en Algérie, au Yémen), on a assisté à une véritable réappropriation des thèmes nationalistes par les masses qui avaient conquis le droit à l'expression libre : contre « les deux poids, deux mesures », contre Israël, contre le déploiement occidental sur une terre arabe, contre l'accaparement jaloux de la richesse pétrolière par les émirs... Il faudra donc aussi repenser le nationalisme comme une donnée constante, plutôt qu'instrumentale, du monde arabe.

Les bénéfiques de l'Irak et de la Turquie

Deux voisins de l'Irak ont cependant tiré avantage de sa défaite. L'Irak d'abord, dont l'Irak, piégé au Koweït, s'est vu obligé de rémunérer la neutralité en acceptant les conditions de Téhéran pour une normalisation entre les deux pays. Deux semaines après l'invasion, Bagdad acceptait toutes les demandes de l'Irak, notamment sur les prisonniers de guerre et sur la souveraineté sur le Chatt al-Arab. L'Irak jouera alors l'ambiguïté, critiquant à la fois l'invasion irakienne et le déploiement américain. Ce dernier, en particulier, fut perçu à Téhéran comme un obstacle important à la réémergence de l'Irak comme la première des puissances riveraines du Golfe. Téhéran s'y est cependant résigné.

La Turquie, quant à elle, était particulièrement soucieuse de démontrer qu'elle pouvait rester utile à l'Occident même si la « guerre froide » et, partant, sa place dans l'O.T.A.N. (Organisation du traité de l'Atlantique nord) n'avaient plus la même importance. Des avions américains ont pu décoller de la base d'Incirlik, des troupes turques ont été massées à la frontière irakienne, les dirigeants kurdes irakiens ont été reçus à Ankara et Turgut Özal, le président turc, a appelé au départ de Saddam Hussein au lendemain de sa défaite. Mais la candidature turque à l'adhésion à la C.E.E. est restée problématique et l'aide occidentale s'est révélée parcimonieuse.

La crise dans un système en mutation

Au-delà des acteurs, la crise a été un révélateur pour l'ensemble du système international. Après l'euphorie qui avait accompagné la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, elle est venue rappeler que la guerre n'était pas devenue obsolète. La puissance des nations n'est pas uniquement d'ordre économique et financier ; les armes y jouent encore un grand rôle. Et à la question nodale de la prolifération des armes de destruction massive et des missiles de moyenne et de longue portée au Moyen-Orient, la crise, en pénalisant l'Irak, n'a apporté qu'une réponse sélective, ponctuelle, punitive.

Il est aussi apparu que, sous le titre

assez vague de « sécurité dans le Golfe », on pouvait plus facilement établir un nouvel équilibre des forces qu'un véritable ordre régional. La disponibilité de la puissance américaine fait nécessairement partie de cet équilibre. Car la région du Golfe est marquée par un contraste — unique au monde — entre des pays peu peuplés, très riches et mal défendus, et d'autres, densément peuplés, militairement plus forts et dans une situation économique et/ou financière médiocre. Seule une adjonction épisodique de puissance extrarégionale (occidentale) peut rétablir l'équilibre au profit des premiers, et donc, au profit du *statu quo* territorial-financier dans le Golfe. Cette adjonction de puissance importée s'est faite aux dépens de l'Irak en 1991, comme de l'Irak trois ans plus tôt.

Car les pays environnant la fabuleuse richesse pétrolière du Golfe n'ont jamais accepté sa concentration dans des mains aussi peu nombreuses. Les pressions sur les pétromonarchies ont toujours été la règle. Le voisin le plus perturbateur de l'ordre a été généralement puni, et ceux qui défendaient le *statu quo*, pour leur compte propre autant qu'à l'avantage des pétromonarchies, ont été « récompensés ». Telle fut la position de la Jordanie qui, au cours des années soixante, était accourue au secours des pays du Golfe, cibles de tentatives de déstabilisation de la part de l'Égypte nassérienne. Telle fut la position enviable de l'Irak quand l'Irak khomeyniste paraissait être le danger le plus sérieux. Telle est devenue, en 1990, la position de l'Égypte et de la Syrie quand l'Irak de Saddam s'est vu amené à jouer le perturbateur. Les nouveaux protecteurs peuvent devenir des perturbateurs à leur tour, et les anciens racketteurs peuvent devenir les garants du *statu quo*. Les rôles changent dans le Golfe, mais pas le jeu lui-même. La guerre du Golfe a clos un épisode sanglant de ce jeu ; elle ne semble pas y avoir mis fin.

Cette guerre a enfin trahi la myopie de ceux qui avaient pris l'habitude de considérer les conflits régionaux comme de simples excroissances de la « guerre froide », oubliant de ce fait que nombre de tensions régionales datent d'avant la « guerre froide », l'ont accompagnée, et devraient sans doute lui survivre. La clientélisation par les superpuissances de potentats tropicaux a servi ces derniers, armant leur main, les prémunissant contre la violence de leurs ennemis et leur accordant, de ce fait, une large marge de manœuvre,

y compris dans leurs relations avec leur protecteurs. La défaite de l'Irak a démontré que les ambitions des puissances régionales étaient plus fermement punies par un système de plus en plus sensible aux choix américains, de moins en moins régulé par la bipolarité. Elle est loin d'avoir donné la preuve qu'un « nouvel ordre mondial » était formé.

BIBLIOGRAPHIE

- « Crise du Golfe ». La « logique des chercheurs », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, (n° hors série), Édisud, Aix-en-Provence, 1991.
- M. EISENSDADT, *Iraq's Strategic Weapons*, Washington Institute, 1990.
- A. GRESH, D. VIDAL, *Golfe. Clés pour une guerre annoncée*, Le Monde Éditions, Paris, fév. 1991.
- S. AL-KHALIL, *Irak : la machine infernale*, Lattès, Paris, 1991.
- E. LAURENT, P. SALINGER, *Guerre du Golfe, le dossier secret*, Olivier Orban, Paris, 1990.
- « L'après guerre du Golfe », *Politique étrangère*, n° 2, I F R I, Paris, 2^e trim. 1991.
- « Le Golfe en feu » (dossier), *Le Monde Diplomatique*, Paris, mars 1991.
- « L'invasion du Koweït : opinions arabes », *Maghreb-Machrek*, n° spéc. 130, La Documentation française, Paris, 4^e trim. 1990.
- « L'Occident et la guerre des Arabes », *Hérodote*, n° 60-61, La Découverte, Paris, 1^{er} et 2^e trim. 1991.
- J. MILLER, L. MYRLOIE, *Saddam Hussein*, Presses de la Cité, Paris, 1990.
- B. WOODWARD, *The Commanders*, Simon and Schuster, New York, 1991.